

PROCES-VERBAL
SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL du 3 MARS 2021

L'an Deux Mille Vingt et un, le trois mars, à 18h00, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle des fêtes, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre REVERCHON, Maire.

Présents :

M REVERCHON, Mme REIX, M DECEUR Mme ALLAIN-MONNIER, M ZWISLER, Mme CARANO, M PHULPIN, Mme SIMON, M JOLY, M PALTRINIERI, M COLAS, Mme EYSSERIC, M FAVIER, Mme COLLET,
M CHAVET, Mme ROUX, M LAUMAIN, Mme RAMPON, Mme PIERI, Mme PAWLOWSKI, M CHUZEVILLE, M OZENFANT, M DURAND, Mme LASSERON-CHANAT, M COLOMBIER, Mme SEGURA.

Pouvoirs : M BERNON donne pouvoir à Mme REIX
Mme MECHAIN donne pouvoir à Mme CARANO
M ANDREO donne pouvoir à Mme SEGURA

Date de Convocation du Conseil Municipal : 24 février 2021

Mme REIX a été élue secrétaire de séance, à l'unanimité.

Nombre de Conseillers : 29 En Exercice : 29 Présents : 26 Votants : 29

M le Maire exprime sa satisfaction de pouvoir se retrouver à nouveau au sein du Conseil Municipal.

M le Maire rappelle la règle au sujet des questions écrites qui doivent lui parvenir 48h avant la séance du conseil :

« Mme Segura s'est excusée d'avoir envoyé la sienne 24h avant, et ce n'est pas un problème majeur. Par contre en ce qui concerne M Andreo qui n'est jamais présent aux conseils municipaux et qui nous inonde de questions, le règlement intérieur dit que les questions écrites doivent faire l'objet d'une question orale pendant la séance du conseil municipal, c'est donc la dernière fois que je réponds aux questions écrites de M Andreo tant qu'il n'est pas présent au conseil municipal. En ce qui concerne celles reçues pour ce conseil, je consens à y répondre. »

M le Maire donne la parole à Mme Segura qui souhaite faire deux remarques au sujet du dernier procès-verbal :

« Quand le sujet de l'esplanade des rencontres a été abordé, j'ai demandé si le dossier était consultable en mairie, il m'a été répondu que non, cette réponse n'apparaît pas dans le compte rendu. »

Mme Reix répond qu'elle n'avait pas cette précision lorsqu'elle a vu la retranscription après l'écoute de la bande par la secrétaire, elle sera ajoutée dans le compte rendu.

Mme Segura fait une remarque sur la tournure de ce procès-verbal : « je suis favorable à la retranscription d'une synthèse et non d'une retranscription mot à mot, mais il me semble que les échanges sont déséquilibrés : les questions posées se résument à sujet verbe complément, alors que les réponses sont très étayées ! j'aimerais que la proportion soit respectée. »

Mme Reix répond : « les questions sont normalement plus courtes que les réponses apportées. Ce que nous souhaitons c'est apporter le plus de détails possibles en réponse à vos interrogations, il ne m'a pas semblé que le rapport était déséquilibré, c'est votre position. »

M le Maire indique que les questions écrites seront abordées en fin de conseil.

Le conseil Municipal approuve à l'unanimité le procès-verbal du 3 février 2021.

M le Maire explique que l'essentiel de la séance est consacré au débat d'orientation budgétaire avec la présentation du rapport présenté par Mme Allain-Monnier.

2021.02.01 DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE POUR L'ANNEE 2021

M le Maire expose au conseil municipal que l'article 107 de la loi NOTRe a modifié les articles L.2312-1, L.3312-1, L. L.5211-36 et L.5622-3 du code général des collectivités territoriales relatifs au débat d'orientation budgétaire, en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. S'agissant du document sur lequel s'appuie ce débat, ces nouvelles dispositions imposent au Maire de présenter au conseil municipal, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Cette obligation concerne les communes de plus de 3 500 habitants.

M le Maire donne la parole à Ghyslaine Allain-Monnier adjointe aux finances qui présente le rapport d'orientation budgétaire pour 2021, la rétrospective des comptes de 2014 à 2020, et la prospective des comptes pour 2021 et 2022, ainsi que le Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) jusqu'en 2026. Ces documents ont été remis à chacun avec la note de synthèse.

Rapport d'orientation budgétaire

Il s'inscrit dans le cadre du débat d'orientation budgétaire car, il permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation financière.

Il porte sur :

- l'examen du contexte général (situation globale et situation de la Collectivité),
- la situation financière de la Collectivité avec la rétrospective de ses comptes,
- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes en fonctionnement et en investissement,
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Il doit permettre à l'assemblée délibérante d'appréhender les conditions d'élaboration du budget primitif, afin de pouvoir dégager les priorités budgétaires, sur la base d'éléments d'analyse rétrospective et prospective.

Il est à noter que ce rapport doit être remis à la Préfecture, à la CAVBS et figurera sur le site de la Mairie.

Quant au budget primitif, il sera voté le 7 avril 2021.

Le contexte économique mondial

Les prévisions de croissance du FMI, au mois d'octobre 2020 se présentent comme suit :



On peut constater la chute du PIB en 2020, au niveau mondial, tant dans les économies avancées que dans les pays émergents.

L'OCDE pour sa part prévoyait une chute de l'économie mondiale de 4,2% en 2020 avant un rebond du même ordre en 2021.

Malgré quelques signes favorables, la reprise devrait être "partielle et inégale" selon l'organisation de coopération et de développement économique.

La banque mondiale, quant à elle, déclare « qu'une contraction de 4,3 % a été enregistrée en 2020, et que, pendant encore de longs mois, l'activité économique risque d'être ralentie et les revenus considérablement réduits ».

En Chine, la pandémie retarde les réformes et l'ouverture du système financier, dont dépend l'internationalisation du RMB (renminbi).

Selon la banque mondiale, « les perspectives économiques mondiales devraient progresser de 4 % en 2021 à condition que le déploiement initial des vaccins contre la COVID-19 débouche sur des campagnes massives de vaccination tout au long de l'année ».

Selon cette Institution, la reprise risque néanmoins de rester modeste si les responsables politiques ne passent pas résolument à l'action pour endiguer la pandémie et mettre en œuvre des réformes propices aux investissements.

Compte-tenu des grandes incertitudes et des défis considérables que la pandémie de Covid-19 impose à l'économie mondiale, il est très difficile de projeter une perspective macro-économique de la situation mondiale pour 2021.

Situation européenne

Après une chute vertigineuse du PIB comparée à celle de 2008, due aux restrictions et confinements instaurés de mars à mai dans la plupart des économies de la zone euro, l'activité, profitant de la levée progressive des mesures contraignantes a fortement rebondi cet été, passant de - 11,8 % au trimestre au Trimestre 2 à + 12,7 % au Trimestre 3.

Les secteurs sources de fortes interactions sociales tels que les services de transports, de restauration et d'hébergement et les autres activités liées au tourisme demeurent durablement affectés. Les pays plus touristiques (Espagne, France, Italie) souffrent ainsi davantage que ceux disposant de secteurs manufacturiers importants (Allemagne).

Soutien massif des institutions européennes

Au cours de l'été, les Etats membres de l'UE ont mis en place un important plan de relance de 750 Mds € en prêts et subventions en plus du programme SURE (100 Mds €) destiné à soutenir les programmes de chômage de courte durée.

Il s'appliquera en 2021-2022 principalement en soutenant l'investissement.

Pour alimenter les banques en liquidités, La BCE a assoupli certaines conditions de refinancement à long terme, d'opérations.

La BCE a maintenu sa politique monétaire accommodante se traduisant par des taux d'intérêts très bas, permettant aux gouvernements de financer d'importants plans de relance par déficit public.

Selon l'OCDE, la récession en Europe, devrait s'établir à -7,5 % en 2020, contre une croissance de 3,6% en 2021.

BREXIT

La scission entre le Royaume-Uni et l'Union européenne est effective depuis le 1^{er} janvier 2021.

Une période de transition de six mois, est inscrite dans l'accord conclu entre le Royaume-Uni et l'Union européenne.

"Cet accord de libre-échange est plus avantageux que les scénarios précédemment envisagés, car il prévoit des droits de douanes nuls pour les marchandises et il est moins contraignant sur les intrants étrangers. Un atout considérable pour les exportateurs britanniques et européens" annonce l'assureur- crédit EULER HERMES dans son étude.

Un accord a certes été trouvé entre l'UE et le Royaume-Uni pour lui permettre de quitter l'Union. Mais ce départ n'est pas sans provoquer des dommages collatéraux pour le commerce européen. Pour

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

amortir les pertes du BREXIT dans les secteurs les plus touchés par la rupture des précédents accords, la France devrait toucher plus de 420 millions d'euros issus de la réserve d'ajustement de 5 milliards d'euros mise en place par l'Union européenne. L'Hexagone se place ainsi en quatrième position des pays bénéficiaires, après l'Irlande, l'Allemagne et les Pays-Bas, selon une proposition dévoilée par la Commission européenne.

Situation nationale

Economie

Résiliente en 2019 (1,5 %), l'économie française a été durement touchée par la crise COVID-19 en 2020. Si toutes les composantes de la demande ont été affectées, certains secteurs ont été plus particulièrement touchés par la crise sanitaire : l'hébergement et la restauration, la fabrication d'équipements de transport (automobile et aéronautique) et les services de transport.

La perte d'activité attendue serait de - 9,1 % en moyenne en 2020.

Comme ailleurs en Europe, la progression des contaminations avec l'arrivée de nouvelles souches particulièrement contagieuses du coronavirus compromet la vigueur du rebond attendu en 2021.

Marché du travail

Sur le marché du travail, l'impact de la pandémie est impressionnant. Au 1^{er} semestre 2020, 715 000 personnes avaient déjà perdu leur emploi salarié.

Au T3, le nombre de chômeurs a atteint 2,7 millions et le taux de chômage (BIT- bureau international du travail) s'élevait à 9,0 %.

Afin de soutenir les entreprises et limiter la hausse du chômage, le gouvernement a adapté dès mars le dispositif d'activité partielle, qui a été largement sollicité. Son coût pour 2020 est estimé à 31 milliards € (1,3 % de PIB).

Malgré les mesures exceptionnelles de soutien au marché du travail, le taux de chômage devrait culminer au-dessus de 11 % d'ici à la mi-2021, pour diminuer ensuite et atteindre 8% vers la fin de 2022.

Soutiens économiques

Le gouvernement a accompagné les confinements d'un vaste ensemble de mesures d'urgence conçues pour soutenir les ménages, soutenir les entreprises (en renforçant leur trésorerie par le biais de facilités de crédit) et soutenir certains secteurs d'activité les plus durement touchés par l'épidémie. Le coût total de ces mesures est estimé à près de 470 milliards € (environ 20 % du PIB).

Au-delà de ces mesures d'urgence, le gouvernement français a présenté en septembre un plan de relance sur les années 2021-2022 de 100 milliards € (soit 4,3 % du PIB) financé à hauteur de 40 milliards € par l'Europe. Comprenant trois axes (écologie, compétitivité et cohésion), il vise via des programmes d'investissement à soutenir l'activité et à minimiser les effets potentiels à long terme de la crise sanitaire.

Enfin, l'annonce du 2^{ème} confinement s'est accompagnée d'une enveloppe budgétaire supplémentaire de 20 milliards € de soutien financier, largement répartie sur les mesures de soutien mises en place précédemment.

Inflation

Depuis le début de la pandémie mondiale, la hausse de l'IPC (indice des prix à la consommation) français a fortement baissé, passant de 1,5 % en GA en janvier 2020 à 0 % à partir de septembre, son plus bas niveau depuis mai 2016.

La chute des prix du pétrole est ainsi largement à l'origine de la disparition de l'inflation française.

Crédits de trésorerie des entreprises

La proportion des crédits de trésorerie dans les nouveaux crédits octroyés (hors découverts) est ainsi

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

passée de 35 % au T1 2020 à 72 % au T2 2020. Ces hausses reflètent le développement des Prêts Garantis par l'État (PGE) accordés aux entreprises à des taux très bas (0,67 % en moyenne au T2), Fin novembre 2020, les crédits mobilisés par les entreprises atteignaient 1 195 milliards € soit une hausse de 12,6 % en GA.

Après avoir ralenti en mars et avril en raison du confinement, la demande de crédit des ménages pour l'habitat a rebondi au T3, les conditions de financement demeurant toujours favorables.

Finances publiques

Le déficit public devrait atteindre 11,3 % du PIB en 2020, tandis que la dette publique s'élèverait à 119,8 % du PIB. Pour 2021, le gouvernement prévoit une baisse du déficit public à 8,6 % du PIB et une dette publique à 122,3 % du PIB.

Pour autant, la forte augmentation attendue de la dette publique française ne devrait pas affecter la viabilité de la dette de la France en raison des coûts d'emprunt extrêmement bas.

Les taux d'intérêt devraient rester extrêmement bas pendant encore un certain temps.

D'après les chiffres de l'INSEE publiés le 25 septembre 2020, la dette publique s'établissait à 2.638 Mds€ à la fin juin 2020 en France. La hausse de la dette, en montant, était de 199,9 Md€, soit +8.2% en trois mois seulement, par rapport au trimestre précédent.

Au 3^{ème} trimestre, la dette publique s'élevait à 2 674 Mds €

Le PIB quant à lui s'affichait à 2 425 Mds € en 2019 puis à 2 220 Mds € en 2020, en chute de 8.3 % selon l'INSEE.

LOI DE FINANCES 2021

Principales mesures relatives aux collectivités locales

Différentes mesures sont instituées pour résorber le choc de la crise sanitaire et donner aux entités publiques locales les moyens d'être des acteurs de la relance, qui est l'objectif principal de la LFI 2021. En même temps, les mesures prises en faveur de la compétitivité des entreprises avec la baisse de 10 milliards € des impôts de production, impliquent une série de mesures de compensation.

Hors crise, les mesures de la loi sont dans la continuité des lois de finances précédentes : gestion de la fin de la taxe d'habitation, mesures diverses de simplification....

La LFI 2021 met en exergue le rôle spécifique du secteur public territorial qui est le grand acteur de l'investissement public. Il en représente 55 %. L'enjeu est de favoriser la reprise économique par l'investissement, et surtout de construire le monde de demain autour de grands thèmes : transition énergétique et écologique, nouvelles mobilités, santé et sport, et plus généralement de l'investissement au service des acteurs économiques locaux, de l'équilibre et de l'attractivité des territoires

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales - PSR - UN NIVEAU DE DGF STABILISE

Les PSR de l'Etat en faveur des collectivités s'élèvent à 43,4 milliards € en 2021, en augmentation de 5,2 % par rapport à la LFI 2020.

Deux nouveaux PSR liés directement à la crise sanitaire voient le jour : • 510 M€ à destination du bloc communal pour compenser les pertes de recettes fiscales et domaniales subies en 2020. • 10 M€ pour compenser les collectivités territoriales et les groupements des abandons de loyers consentis à des entreprises.

Dotations de soutien à l'investissement local : montants inchangés par rapport à 2020 :

• Dotation politique de la ville (DPV) : 150 millions € • Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) : 1 046 millions € • Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) : 570 millions €.

Subvention d'investissement pour la rénovation énergétique

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

Dans le cadre du plan de relance et jusqu'au 31 décembre 2021, le Gouvernement met en place une subvention d'investissement pour la rénovation énergétique de bâtiments des collectivités locales, à hauteur d'1 milliard €.

Reconduction de la clause de sauvegarde des recettes fiscales des communes et EPCI :

Uniquement sur les pertes de recettes fiscales.

Décalage d'un an du compte financier unique (CFU) (fusion du compte administratif et du compte de gestion)

L'expérimentation du CFU initialement prévue à partir de l'exercice 2020, pour une durée maximale de 3 ans, est reportée à partir de l'exercice 2021.

Les collectivités et leurs groupements ont jusqu'au 1er juillet 2021 pour se porter volontaires.

Hausse de la péréquation verticale

La progression de la péréquation sera financée intégralement au sein de la DGF.

Cela augmente d'autant l'écrêtement des dotations forfaitaires des communes et départements et de la dotation d'intercommunalité des EPCI.

Baisse des impôts de production de 10 milliards €

La LFI 2021 s'inscrit dans le cadre du plan de relance de 100 milliards € du Gouvernement qui permettrait de retrouver une économie française d'avant crise d'ici à 2022, selon 3 leviers :

- la baisse du taux de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) de 1.5% à 0.75%
- la baisse du plafonnement de contribution économique territoriale (CET) de 3% à 2%.
- la révision des valeurs locatives des établissements industriels : révision à la baisse de VLC.

Exonération temporaire de contribution économique territoriale (CET) en cas de création ou d'extension d'établissement

Adaptation de la taxe d'aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols

- exonérer de taxe d'aménagement les places de stationnement intégrées au bâti pour réduire la surface au sol dédiée aux stationnements.

Simplification de la TCFE

La taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) est composée de :

- la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE),
- la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE),
- la taxe départementale sur la consommation finale d'électricité (TDCFE)

Ces taxes ont toutes pour assiette la quantité d'électricité consommée par les particuliers et les professionnels.

3 étapes sont planifiées :

- 1^{er} janvier 2021 : alignement des dispositifs juridiques des 3 sous taxes et du tarif de la TDCFE sur le tarif maximum, et début d'harmonisation du tarif de la TCCFE
- 1^{er} janvier 2022 : transfert de la gestion des TICFE et TDCFE à la DGFIP et nouvelle étape d'harmonisation du tarif de la TCCFE
- 1^{er} janvier 2023 : transfert de la gestion de la TCCFE à la DGFIP et finalisation de l'harmonisation du tarif de la TCCFE pour atteindre le tarif maximum.

Mesures d'ajustement de la taxe de séjour : la LFI met en œuvre des ajustements sur la taxe de séjour.

Suppression des taxes à faible rendement

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

L'Etat poursuit sa volonté avec la disparition de nouvelles taxes en 2021. L'objectif étant, la simplification du droit fiscal et la réduction des coûts de recouvrement.

Transfert à la direction générale des finances publiques (DGFIP) de la gestion des taxes d'urbanisme

Le transfert ne sera effectif qu'au 2ème trimestre 2022. Cet article modifie également l'exigibilité de la taxe d'aménagement. Actuellement fixée en fonction de la date d'autorisation d'urbanisme, elle serait décalée à l'achèvement des travaux.

Orientations de la collectivité pour 2021

Fonctionnement : Concernant ses Recettes :

L'enveloppe DGF devrait rester stable en 2021. L'ajustement se fera au sein de l'enveloppe globale (DF + DSR+DNP)

Les recettes fiscales également puisque la perte du produit de taxe d'habitation sera compensée par le produit de la taxe sur le foncier bâti alloué, jusqu'à présent, au département et faire l'objet d'un ajustement par application d'un coefficient correcteur : (voir ROB 2020 – coefficient correcteur pour JASSANS : 1.1579)

RAPPEL : En 2021 la taxe d'habitation ne sera plus versée aux collectivités locales (bloc communal) mais à l'état.

Les Communes percevront toujours les taxes foncières qui leur sont allouées, mais aussi, celles, auparavant destinées aux départements (TFB)

Les EPCI ne percevront plus de TAXE HABITATION à l'instar des communes et conserveront le produit des TFB et TFNB qui leur est alloué actuellement.

En lieu et place de la TH, ils percevront une part de TVA dès 2021.

Les départements, quant à eux, ne percevront plus de TFB mais une fraction de TVA.

INVESTISSEMENTS : Le gouvernement est désireux de relancer l'économie par un plan de soutien à l'investissement important. Or, la commune qui souhaite réaliser un programme ambitieux d'investissements, entend mettre en œuvre les actions nécessaires pour en bénéficier.

Concernant ses Dépenses

Le PLF pour 2021 confirme le souhait du gouvernement de reprendre les contrats de Cahors dont l'adage est le suivant : « la maîtrise attendue des dépenses de fonctionnement par les collectivités permet de favoriser l'investissement ».

Les communes de plus de 3 500 habitants doivent présenter dans le débat d'orientation budgétaire des objectifs qui suivent la trajectoire nationale soit, un objectif d'évolution annuelle des dépenses de fonctionnement de +1.2% et un objectif d'amélioration du besoin de financement.

Par une maîtrise des dépenses de fonctionnement et en introduisant un dispositif d'encadrement du ratio d'endettement, l'État entend optimiser le niveau d'autofinancement des collectivités territoriales et s'assurer de la soutenabilité financière du recours à l'emprunt par les collectivités.

Par ailleurs, il est à noter que le CONFINEMENT et les mesures restrictives de 2020 ont eu une INCIDENCE NOTABLE SUR CHARGES ET RECETTES DE L'EXERCICE 2020.

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

On a pu observer des baisses sur les charges, principalement au niveau des achats destinés à la cantine, des charges d'électricité, des consommations de combustibles et des frais d'entretien des locaux. Concernant les recettes, on a pu noter une baisse principalement sur les produits de services périscolaires et les redevances à caractère de loisirs.

En conséquence, Les prévisions pour 2021 retiendront, outre les données réelles de 2020, les prévisions initiales de 2020 et les données réelles de 2019 pour établir le CA prévisionnel et le budget 2021.

La Collectivité toujours soucieuse de fournir un service de qualité aux administrés prévoit cette année 2021, une refonte de son site internet ainsi que le développement d'une application mobile pour renforcer sa communication avec les JASSANAIS.

Par ailleurs, face aux incivilités et à la montée des actes de malveillance, elle a décidé de recruter trois nouveaux policiers.

| COMPARATIF DONNEES REELLES 2019/2020 ET PREVISIONNELLES CA 2021 | | | | | | | | | |
|---|------------------|-------------------------|------------------|--------------------------|----------------------|----------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|------------------------------------|
| SECTION FONCTIONNEMENT | budget 2020 | comparatif CA 2019/2020 | | | PREVISION CA 2021 | | | | |
| | BP 2020 | CA REEL 2019 | CA REEL 2020 | écart CA Réels 2019/2020 | CA prévisionnel 2020 | CA prévisionnel 2021 | Ecart CA prév. 2021 - CA réel 2019-CA | Ecart CA prév. 2021 - CA réel 2020 - | Ecart CA prév. 2021- CA prév. 2020 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 4 247 042 | 4 095 752 | 3 877 389 | -5,33% | 4 105 771 | 4 235 000 | 3,40% | 9,22% | 3,15% |
| Charges à caractère général | 1 709 500 | 1 591 868 | 1 430 382 | -10,14% | 1 610 970 | 1 610 000 | 1,14% | 12,56% | -0,06% |
| Charges de personnel | 1 945 100 | 1 920 578 | 1 899 241 | -1,11% | 1 900 000 | 2 030 000 | 5,70% | 6,88% | 6,84% |
| Autres charges de gestion courante | 534 200 | 533 400 | 502 049 | -5,88% | 539 801 | 545 000 | 2,17% | 8,56% | 0,96% |
| ATTEN PROD dégrèv log vac/ FPIC | 55 000 | 49 905 | 45 717 | -8,39% | 55 000 | 50 000 | 0,19% | 9,37% | -9,09% |
| DEP imprévues | 3 242 | 0 | | | | | | | |
| Recettes réelles de fonctionnement | 5 317 888 | 5 437 339 | 5 440 538 | 0,06% | 5 285 699 | 5 226 756 | -3,87% | -3,93% | -1,12% |
| 013 Atténuations de charges | 46 000 | 40 348 | 72 752 | 80,31% | 37 000 | 37 000 | -8,30% | -49,14% | 0,00% |
| 70 Produits des services, du domaine et ventes diverses | 223 400 | 222 902 | 156 062 | -29,99% | 225 577 | 221 000 | -0,85% | 41,61% | -2,03% |
| 73111 fiscalité locale | 2 650 000 | 2 625 536 | 2 697 699 | 2,75% | 2 653 366 | 2 750 000 | 4,74% | 1,94% | 3,64% |
| 7318 autres impôts locaux | 8 000 | 10 218 | | | 8 000 | | | | |
| 7321 Attribution de compensation | 525 000 | 525 756 | 525 756 | 0,00% | 525 756 | 525 756 | 0,00% | | 0,00% |
| 7381 Droits de mutation | 150 000 | 272 523 | 284 107 | 4,25% | 150 000 | 200 000 | -26,61% | -29,60% | 33,33% |
| Autres impôts et taxes (électricité, droits de place etc...) | 116 200 | 128 131 | 120 948 | -5,61% | 130 000 | 110 000 | -14,15% | -9,05% | -15,38% |
| 7411 Dotation forfaitaire | 659 770 | 674 460 | 659 770 | -2,18% | 674 000 | 658 000 | -2,44% | -0,27% | -2,37% |
| 74121 Dotation solidarité rurale | 323 164 | 82 590 | 83 325 | 0,89% | | 84 000 | 1,71% | 0,81% | |
| 74121 dot bourg centre | | 233 949 | 239 839 | 2,52% | 316 000 | 240 000 | 2,59% | 0,07% | -24,05% |
| 74121 dot bourg centre antérieure 719 431 | | | | | | | | | |
| 74127 Dotation nationale de péréquation | 27 744 | 30 827 | 27 744 | -10,00% | 30 000 | 27 000 | -12,41% | | -10,00% |
| 74 Autres subv et particip | 34 610 | 60 265 | 56 607 | -6,07% | 36 000 | 24 000 | -60,18% | -57,60% | -33,33% |
| 74835 Etat compens au titre exo TH CET | 94 000 | 111 846 | 106 912 | -4,41% | 100 000 | 0 | | | |
| 75 Autres produits gestion courante | 460 000 | 417 989 | 409 017 | -2,15% | 400 000 | 350 000 | -16,27% | -14,43% | -12,50% |
| EPARGNE DE GESTION | 1 070 846 | 1 341 587 | 1 563 149 | 16,51% | 1 179 928 | 991 756 | -26,08% | -36,55% | -15,95% |

PROPOSITIONS POUR LE BUDGET 2021 et compte administratif prévisionnel 2021

Application des dispositions de la loi de finances 2021

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Stabilité de la dotation globale de fonctionnement en 2021

Propositions :

- . Dotation "bourg centre" : 240 000 € contre 239 839 en 2020 et 233 949 en 2019
- . DSR : 84 000 € contre 83 325 en 2020 et 82 590 en 2019
- . DNP identique à 2020 soit 27 000 €

La Dotation de Fonctionnement est retenue à hauteur de 658 000 € contre 659 770 € en 2020 et 674 460 € en 2019.

Fiscalité locale

Les valeurs locatives cadastrales devraient varier de 0.2 % en 2021. Cela en fonction du taux d'inflation relevé entre novembre 2019 et novembre 2020.

Propositions :

2 750 000 soit 2 650 000 + 100 000 de dégrèvements.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Application du pourcentage d'augmentation des charges, limité à 1,20 % à périmètre égal.

CHARGES DE PERSONNEL : point d'indice inchangé, prise en compte du GVT, aucun départ en retraite d'agent n'est prévu en 2021.

Prise en compte de l'arrivée de 2 policiers supplémentaires dès le début de l'année, puis d'un 3ème dans le courant de l'année.

EPARGNE DE GESTION PREVISIONNELLE

Après une augmentation de 16,51 % en 2020, liée au confinement, elle baisserait de 36,55 % en 2021 par rapport à 2020 mais de 26,08 % par rapport à 2019 ; et de 15,95% par rapport aux prévisions 2020..

Il est à noter qu'une prolongation des restrictions sanitaires pesant sur les activités sportives et de loisirs influencerait sur le résultat estimé.

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

RETROSPECTIVE DES COMPTES

SECTION DE FONCTIONNEMENT & NIVEAUX D'EPARGNES

| | 2 013 | 2 014 | 2 015 | 2 016 | 2 017 | 2 018 | 2 019 | 2 020 | Ecarts 2020/2019 en % | Ecarts en euros |
|---|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-----------------------------|--------------------|
| Dépenses réelles de fonctionnement | 4 467 112 | 4 661 787 | 4 172 760 | 4 257 070 | 4 237 486 | 4 159 092 | 4 095 752 | 3 877 389 | -5,33% | -218 363 |
| Charges à caractère général | 1 437 764 | 1 373 021 | 1 401 062 | 1 523 335 | 1 503 531 | 1 524 065 | 1 591 868 | 1 430 382 | -10,14% | -161 486 |
| Charges de personnel | 2 288 801 | 2 409 683 | 2 017 389 | 1 918 672 | 1 976 948 | 1 940 799 | 1 920 578 | 1 899 241 | -1,11% | -21 337 |
| Autres charges de gestion courante | 739 921 | 879 083 | 724 767 | 782 690 | 703 248 | 641 333 | 533 400 | 502 049 | -5,88% | -31 351 |
| ATTEN PROD dégrèvt logt vac /FPIC | 626 | | 29 542 | 32 373 | 53 760 | 52 895 | 49 905 | 45 717 | -8,39% | -4 188 |
| | | | | | | | | | | |
| Recettes réelles de fonctionnement | 5 985 897 | 5 998 551 | 5 509 124 | 5 010 935 | 5 114 699 | 5 245 980 | 5 437 339 | 5 440 538 | 0,06% | 3 199 |
| 013 Atténuations de charges | 51 865 | 43 469 | 114 782 | 63 575 | 50 872 | 39 532 | 40 348 | 72 752 | 80,31% | 32 404 |
| 70 Produits des services, du domaine et ventes | 361 586 | 340 247 | 219 753 | 213 805 | 208 501 | 223 697 | 222 902 | 156 062 | -29,99% | -66 840 |
| 73111 Taxes foncières et d'habitation | 2 348 859 | 2 373 239 | 2 453 014 | 2 489 383 | 2 530 884 | 2 575 116 | 2 625 536 | 2 697 699 | 2,75% | 72 163 |
| 7321 Attribution de compensation | 669 187 | 813 187 | 582 407 | 534 830 | 554 668 | 480 520 | 525 756 | 525 756 | | |
| 7381 Droits de mutation | 172 291 | 169 213 | 137 829 | 136 275 | 221 936 | 235 722 | 272 523 | 284 107 | 4,25% | 11 584 |
| Autres impôts et taxes (électricité, droits de pla | 135 736 | 133 126 | 149 452 | 126 473 | 140 123 | 132 774 | 108 132 | 120 948 | 11,85% | 12 816 |
| Autres impôts et taxes | | | | | | | 30 217 | | | |
| 7411 Dotation forfaitaire | 1 025 866 | 988 288 | 898 552 | 753 571 | 683 685 | 669 959 | 674 460 | 659 770 | -2,18% | -14 690 |
| 74121 Dotation solidarité rurale | 204 203 | 160 547 | 71 648 | 76 567 | 79 450 | 289 558 | 316 539 | 323 164 | 2,09% | 6 625 |
| 74127 Dotation nationale de péréquation | 85 863 | 95 515 | 46 985 | 42 287 | 38 058 | 34 252 | 30 827 | 27 744 | -10,00% | -3 083 |
| 74 Autres subv et particip | 415 068 | 422 069 | 339 497 | 106 087 | 159 993 | 37 506 | 60 265 | 56 607 | -6,07% | -3 658 |
| 74 FDS amorçage | | 10 700 | 31 433 | 31 133 | 20 433 | | | | | |
| 74835 ETAT comp. Exo TH CET | | | | | | 98 278 | 111 846 | 106 912 | -4,41% | -4 934 |
| 75 Autres produits de gestion courante | 515 373 | 448 952 | 462 772 | 436 948 | 426 095 | 429 068 | 417 989 | 409 017 | -2,15% | -8 972 |
| | | | | | | | | | | |
| EPARGNE DE GESTION | 1 518 785 | 1 336 765 | 1 336 364 | 753 865 | 877 213 | 1 086 888 | 1 341 588 | 1 563 149 | 16,51% | 221 562 |
| Intérêts de la dette (cpte 6611) | 57 477 | 51 221 | 8 516 | 17 550 | 12 267 | 8 179 | 4 630 | 228 | -95,08% | -4 402 |
| autres charges financières | | | 57 | | 81 | 245 | | 285 | | 285 |
| PROD financiers | | | | 1 599 | 1 599 | 811 | 640 | 3 | -99,59% | -637 |
| Charges exceptionnelles | 1 430 | 85 915 | 1 714 | 3 906 | 2 963 | 21 566 | 1 794 | 8 267 | 360,85% | 6 473 |
| Produits exceptionnels | 5 980 | | 127 954 | 4 146 | | 2 849 | 8 966 | 1 104 | -87,69% | -7 862 |
| | | | | | | | | | | |
| EPARGNE BRUTE | 1 465 858 | 1 199 629 | 1 454 031 | 738 154 | 863 500 | 1 060 558 | 1 344 770 | 1 555 476 | 15,67% | 210 706 |
| Remboursement courant du capital de la dette & cessions | 289 801 | 312 460 | 291 179 | 246 173 | 245 541 | 255 752 | 266 396 | 178 714 | -32,91% | -87 682 |
| produits s/exercices antérieurs | | | | 230 000 | | 1 000 | 7 445 | 10 395 | 39,62% | 2 950 |
| | | | | | | 719 431 | | | | |
| EPARGNE NETTE autofinancement annuel | 1 176 057 | 887 168 | 1 162 852 | 721 981 | 617 960 | 1 525 237 | 1 085 819 | 1 387 157 | 27,75% | 301 338 |
| | 1 044 391 | 1 264 660 | 1 348 742 | | | 805 806 | 1 085 819 | | 25,50% | 280 013 |
| en % des recettes réelles de fonctionnement | 19,65% | 14,79% | 21,11% | 14,41% | 12,08% | 29,07% | 19,97% | 25,50% | | |
| | | | | | | 15,36% | | | | |

| | |
|----------------|--|
| TOTAL CHARGES | |
| TOTAL PRODUITS | |

| | | | | | | | |
|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------|----------|
| 4 183 047 | 4 278 526 | 4 252 798 | 4 189 082 | 4 102 176 | 3 886 169 | -5,27% | -216 007 |
| 5 637 078 | 5 246 679 | 5 116 298 | 5 970 071 | 5 454 390 | 5 452 040 | -0,04% | -2 351 |

ss prod sur ex antérieurs

| | | | | | | | |
|-----------|--|--|--|--|--|--|--|
| 5 250 640 | | | | | | | |
|-----------|--|--|--|--|--|--|--|

SECTION FONCTIONNEMENT & NIVEAUX D'EPARGNE

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

AU NIVEAU GESTION :

On peut noter une augmentation des recettes de 0,06 % et une baisse des dépenses de 5,33 %.

La hausse des recettes concerne essentiellement la fiscalité locale + 72 163 €

Les atténuations de charges (remboursement sur salaires) + 32 404 €, les droits de mutation + 11 584, les taxes sur consommation finale d'électricité + 12 816 €

Ainsi que la DSR + 6 625 (DSR et essentiellement dotation bourg centre)

La baisse des recettes se situe au niveau de la dotation forfaitaire - 14 690 € et surtout des produits des services - 66 840 € (services périscolaires)

Il est à noter également, que la commune, en sa qualité de bailleur, a consenti à l'abandon de 2 mois de loyers à un restaurateur de JASSANS (3900 €).

La baisse des dépenses se situe à tous les niveaux mais essentiellement au niveau des charges à caractère général : - 161 486 €

Elles concernent les comptes suivants : combustibles, carburant, vêtements de travail, fournitures scolaires, entretien et réparations diverses

Mais aussi, les honoraires, fêtes et cérémonies ainsi que les frais et nettoyage des locaux.

Les salaires ont également baissé de 21 337 € soit 1,11 % par rapport à 2019 avec en particulier, le départ d'un agent, non encore remplacé.

Les frais divers de gestion affichent une baisse de 31 351 € avec entre autres, une absence de subvention aux coopératives scolaires des écoles de la Mairie et de Champ Bouvier.

L'EPARGNE de GESTION se trouve ainsi augmentée de 16,51 % par rapport à 2019

AU NIVEAU FINANCIER : les intérêts de la dette continuent de baisser

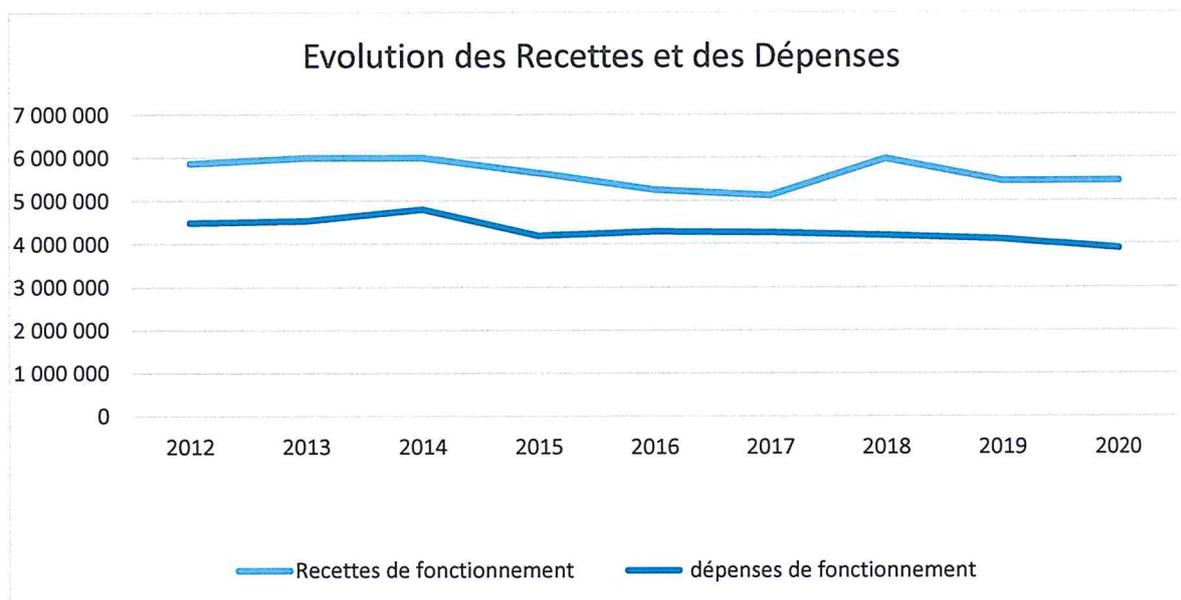
L'EPARGNE BRUTE se trouve augmentée de 15,67 % par rapport à 2019

Les produits de cession concernent la vente de matériels roulants pour 4 250 € et une bande de terrain pour 6 145 €

L'EPARGNE NETTE après remboursement du capital de la dette et la prise en compte des cessions de biens s'affiche à 1 387 157 € et représente 25,50 % des recettes de fonctionnement

EVOLUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Recettes de fonctionnement | 5 859 860 | 5 991 877 | 5 998 551 | 5 637 078 | 5 246 679 | 5 116 298 | 5 970 071 | 5 454 390 | 5 452 040 |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | |
| dépenses de fonctionnement | 4 483 268 | 4 526 019 | 4 798 923 | 4 183 047 | 4 278 526 | 4 252 798 | 4 189 082 | 4 102 176 | 3 886 169 |



La progression est régulière jusqu'en 2014 pour retomber en 2015 tant en recettes qu'en dépenses. Cette chute s'explique par la cession des recettes et des dépenses liées au transfert de la crèche à la CAVBS.

Les courbes se rapprochent sensiblement en 2016 et 2017 en raison de la baisse importante des recettes DGF (contribution au remboursement de la dette de l'Etat).

La courbe des dépenses est sensiblement la même depuis 2015 tandis que celle des recettes augmente considérablement en 2018 en raison de la régularisation de la dotation "bourg centre" de la DSR.

Elle retombe légèrement en 2019 mais reste supérieure à 2016 et 2017.

Les recettes en 2020 sont sensiblement égales à celles de 2019.

Quant aux dépenses, elles baissent notablement du fait des restrictions liées à la crise sanitaire.

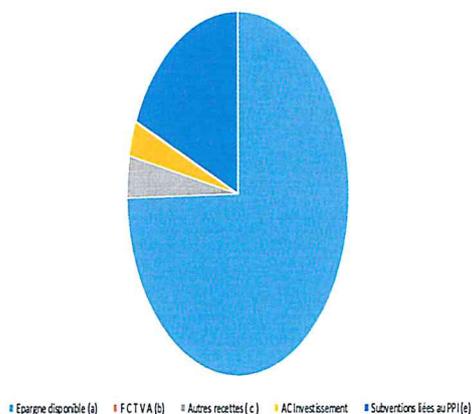
| INVESTISSEMENTS 2020 | | |
|--|-----------|------------------|
| Terrains et agencements de terrains | | 165 828 |
| 1434 allées cimetièrè | 12 418 | |
| 1397 Parc loisir | 119 648 | |
| 1436 Terrain football | 33 762 | |
| Hôtel de ville | | 37 220 |
| 1389- am. Salles 1er Mairie | 37 220 | |
| Bâtiments scolaires | | 12 898 |
| autres bâtiments publics | | 60 337 |
| 1398- Chaufferies | 5 412 | |
| 1439-1421- bâtiments divers | 51 935 | |
| 1355- aire loisirs | 2 991 | |
| Immeuble de rapport | | 11 096 |
| Agencements, aménagements | | 144 625 |
| 1405- video-protection | 133 670 | |
| 1422-1440- aménagements divers | 10 956 | |
| Réseaux de voirie | | 1 354 978 |
| 1408- entrée école parking | 1 152 240 | |
| 1423- voirie -liaison Surchamp | 127 897 | |
| 1424-1441-1449 travaux divers voirie | 74 842 | |
| Installations de voirie | | 5 996 |
| Matériel incendie et défense civile | | 13 566 |
| Matériel roulant - voirie | | 22 223 |
| Autres matériels de voirie | | 6 415 |
| Autres installations - matériels techniques | | 107 173 |
| 1437- éclairage publ. École | 79 995 | |
| 1450-1429- pr. Écl. Publ.2020-2019 | 15 834 | |
| 1435 am halte fluviale | 11 343 | |
| Matériels de bureau et informatique | | 2 172 |
| Mobilier | | 25 289 |
| 1389-mobilier 1er étage M | 3 571 | |
| 1329 mobilier chp Bouvier | 17 110 | |
| 1445-1431- mob. Scolaire 2020-2019 | 4 608 | |
| autres immobilisations Corporelles | | 1 260 |
| Travaux en Cours | | 261 806 |
| Ecole CH BOUVIER | 240 145 | |
| tennis | 21 661 | |
| totaux | | 2 232 883 |

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

| | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|----------------------------------|-----------|-----------|-----------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|
| Epargne disponible (a) | 1 176 057 | 887 168 | 1 162 852 | 721 981 | 617 960 | 1 525 237 | 1 085 819 | 1 387 157 |
| F C T V A (b) | 63 510 | 188 129 | 39 044 | 32 154 | 62 309 | 74 873 | 398 403 | 0 |
| Autres recettes (c) | 80 960 | 108 589 | 183 627 | 12 138 | 89 505 | 35 213 | 18 741 | 69 473 |
| AC Investissement | | | | | 100 315 | 164 832 | 58 347 | 58 347 |
| Autofinancement (d) = (a+b+c) | 1 320 527 | 1 183 886 | 1 385 523 | 766 273 | 870 089 | 1 800 155 | 1 561 309 | 1 514 977 |
| Subventions liées au PPI (e) | 37 931 | 50 127 | 27 491 | 55 445 | 24 930 | 6 000 | 395 163 | 343 624 |
| Emprunt (art 16 hors 166) (f) | | | | | | | | |
| financement total (g)= (d+e+f) | 1 358 458 | 1 234 013 | 1 413 014 | 821 718 | 895 019 | 1 806 155 | 1 956 473 | 1 858 601 |

financement de l'investissement 2020



L'AC INVESTISSEMENT provient de la CAVBS pour la compétence voirie récupérée.

moins la retenue ZAE 41 968 € correspondant à la compétence économique transférée à la CAVBS.

Le FCTVA attendu : 570 000 € ne sera versé qu'en 2021 et bien entendu, fait défaut au résultat 2020

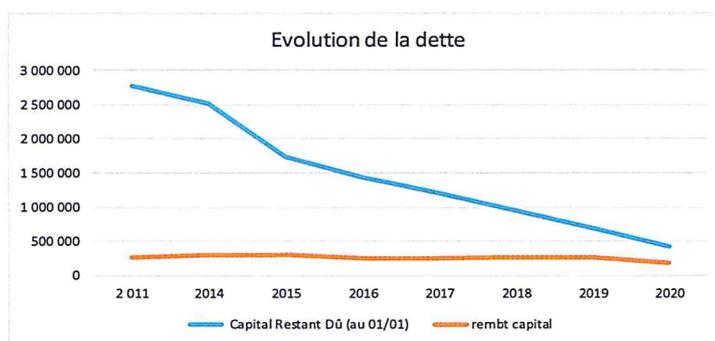
Les subventions d'investissements concernent le tennis : 10 000 € (FFT) et 41 045 € (régions)

ainsi que le parc 144 651 € (département) et l'école CB : 133 237 € (département).

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

LA DETTE

| ANNEES | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------|---------|---------|---------|
| Capital Restant Dû (au 01/01) | 2 513 863 | 1 729 645 | 1 438 466 | 1 192 293 | 946 752 | 691 000 | 424 604 | 245 890 |
| transfert CAVBS (-) | 502 400 | | | | | | | |
| emprunt récupéré gymnase collège (+) | 20 649 | | | | | | | |
| rembt capital | 302 467 | 291 179 | 246 173 | 245 541 | 255752 | 266 396 | 178 714 | |



La dette s'amenuise, le capital remboursé annuellement diminue
 le ratio de désendettement (en cours de dette sur épargne brute) au 31/12/2020 est de : 245 890/ 1 555 476 = 0,158
 soit 2 mois (12*0,158 = 1,90 mois)

LA FISCALITE LOCALE

LES TAUX

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Taxe habitation | 13,10% | 13,10% | 13,10% | 13,10% | 13,10% | 13,10% | 13,10% |
| Evolution des bases en % | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| Base imposable taxe foncière bâti | 20,64% | 20,64% | 20,64% | 20,64% | 20,64% | 20,64% | 20,64% |
| Evolution des bases en % | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| Base imposable taxe foncière non bâti | 43,80% | 43,80% | 43,80% | 43,80% | 43,80% | 43,80% | 43,80% |
| Evolution des bases en % | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% | 0,00% |

LES PRODUITS FISCAUX

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Taxe habitation | 1 083 290 | 1 156 146 | 1 148 139 | 1 183 418 | 1 197 599 | 1 225 636 | 1 238 736 |
| taxe sur foncier bâti | 1 257 946 | 1 297 810 | 1 325 999 | 1 338 959 | 1 364 767 | 1 388 246 | 1 417 762 |
| taxe sur foncier non bâti | 8 024 | 7 810 | 7 640 | 7 574 | 7 536 | 7 139 | 7 358 |

On peut noter la stabilité des taux depuis le début de notre mandature
 La recette fiscale augmente sous l'effet du dynamisme des bases (revalorisation)
 et de la variation de la population

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

| RATIOS OBLIGATOIRES | JASSANS 2020 | strate | commentaires |
|---|--------------|--------|--|
| | | | écart |
| Dépenses réelles de fonctionnement/population | 595 | 1037 | -442 l'écart négatif des dépenses de fonctionnement est supérieur à l'écart |
| Produit des impositions directes/population | 413 | 500 | -87 négatif des recettes, mettant en évidence l'effort de maîtrise des dépenses de la collectivité. |
| DGF/Population | 101 | 152 | -51 La commune perçoit moins de DGF que les autres communes de la strate et moins de fiscalité |
| Recettes réelles de fonctionnement/population | 835 | 1182 | -347 directe. |
| Dépenses d'équipement brut/population | 342 | 483 | -141 La commune a moins investi que la moyenne des autres communes en 2020 |
| Encours de la dette/population (au 31/1/2) | 38 | 828 | -790 La commune est moins endettée que les autres communes de la strate. |
| personnel/dépenses réelles de fonctionnement | 48,87% | 51,69% | -2,82% LE RATIO charges de personnel est inférieur à la moyenne de la strate |
| Dépenses de personnel/population | 291 | 536 | -245 La dépense de personnel est nettement inférieure au ratio de la strate |
| Epargne nette ou autofinancement/population | 212 | 115 | 97 Ce ratio est supérieur à celui de la strate en raison de la diminution de la dette et du faible montant du remboursement annuel du capital dû, mais aussi de la diminution des charges de fonctionnement. |

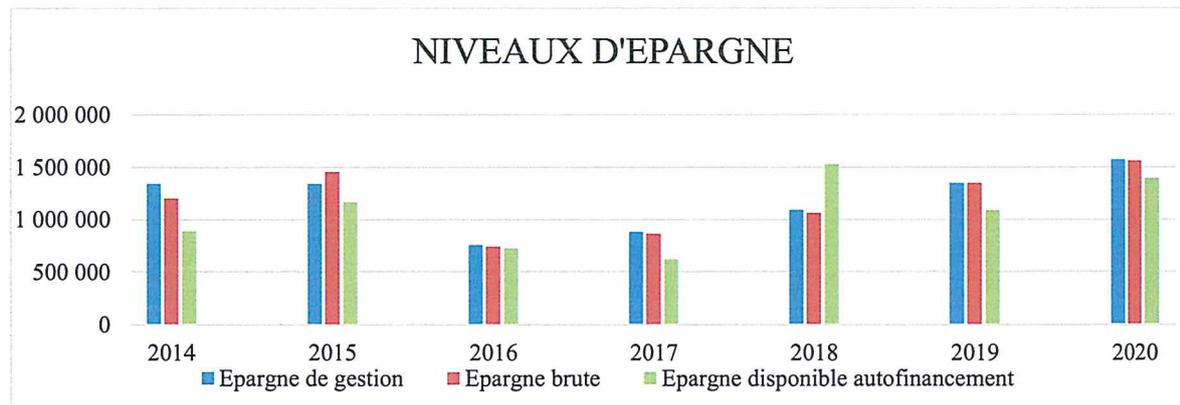
LES GRANDS EQUILIBRES BUDGETAIRES

| | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|------------------|------------------|
| Recettes de fonctionnement | 5 998 551 | 5 509 124 | 5 010 935 | 5 114 699 | 5 245 980 | 5 437 339 | 5 440 538 |
| dépenses de fonctionnement | 4 661 787 | 4 172 760 | 4 257 070 | 4 237 486 | 4 159 092 | 4 095 752 | 3 877 389 |
| Epargne de gestion | 1 336 765 | 1 336 364 | 753 865 | 877 213 | 1 086 888 | 1 341 588 | 1 563 149 |
| intérêts de la dette | 51 221 | 8 516 | 17 550 | 12 267 | 8 179 | 4 630 | 228 |
| solde produits - charges finan (hrs) | | 57 | 1 599 | 1 518 | 566 | 640 | 282 |
| solde prod - charges exception | 85 915 | 126 240 | 240 | -2 963 | -18 717 | 7 172 | -7 163 |
| Epargne brute | 1 199 629 | 1 454 031 | 738 154 | 863 500 | 1 060 558 | 1 344 770 | 1 555 476 |
| rbt capital dette | 312 460 | 291 179 | 246 173 | 245 541 | 255 752 | 266 396 | 178 714 |
| cession | | | 230 000 | | 1 000 | 7 445 | 10 395 |
| prod. s/exercices antérieurs | | | | | 719 431 | 0 | |
| Epargne disponible autofinancement | 887 169 | 1 162 852 | 721 981 | 617 960 | 1 525 237 | 1 085 819 | 1 387 157 |
| dépenses Inv hors rbt C dette | 443 252 | 229 679 | 356 534 | 470 914 | 2 411 207 | 3 569 612 | 2 264 577 |
| recettes invest hors emprunt | 346 845 | 250 162 | 99 737 | 277 059 | 280 918 | 870 654 | 471 444 |
| besoin ou dégagat financement | 96 407 | -20 483 | -256 796 | -193 855 | -2 130 289 | -2 698 958 | -1 793 133 |
| emprunts | | | | | | | |
| résultat exercice var FDR | 790 762 | 1 183 335 | 465 184 | 424 105 | 0 | -605 052 | -1 613 139 |
| résultats reportés n-1 | 1 612 807 | 2 590 295 | 3 773 630 | 4 238 188 | 4 662 293 | 4 057 241 | 2 444 102 |
| transfert assainissement | 186 726 | | | | | | |
| réquil ICNE du CES | | | -626 | | | | |
| Résultats cumulés Fonction + Investis | 2 590 295 | 3 773 630 | 4 238 188 | 4 662 293 | 4 057 241 | 2 444 102 | 2 038 126 |

Le fonds de roulement s'affiche à 2 038 126 €

vérification (situation de clôture) 2 038 126-rar D 2 011 400 + rar R 222 000= 248 726 excédent reporté au BP fonctionnement

Les dépenses d'investissements autres que les immobilisations corporelles comportent une participation de la commune au fonds de soutien aux entreprises, organisé par la CAVBS à hauteur de 31 695 €.



Exercice 2020

Tous les niveaux d'épargne dépassent les niveaux des exercices précédents, à l'exception de l'épargne disponible nette de 2018 ;
 Un rappel sur exercices antérieurs ayant été encaissé cette année 2018, au titre de la dotation "bourg centre".

BILAN COVID 2020

| | | | |
|--|---------------|-----------------------------------|---------------|
| DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | RECETTES DE FONCTIONNEMENT | |
| alimentation, entretien, petit équipement et fournitures | 18 919 | Remboursements sur salaires | 4624 |
| | | remboursements sur achats covid | 3430 |
| DEPENSES D'AIDES AUX ENTREPRISES (AGGLO) | 31695 | don de particulier | 1000 |
| ABANDON de loyers | 3 849 | | |
| TOTAL | 54 463 | TOTAL | 9054 |
| | | SOLDE DEBITEUR | 45 409 |

M le Maire souligne le don de M chabert et le félicite pour son engagement dans la gestion de ces coûts engendrés par cette COVID.

M le Maire explique que la commune a gardé la compétence voirie, normalement l'Agglo devrait nous verser une attribution de compensation de 100 315 €, mais l'Agglo a pris la compétence voirie dans les zones d'activités économiques et pour cela elle « ponctionne » 41000 €, nous ne touchons donc que 58000€ mais nous ne sommes pas perdants car par exemple la rue de l'industrie qui se trouve au sein de la zone économique qui est de la compétence de l'Agglo doit être refaite et une première estimation est de 600 000 €, somme qui sera donc à la charge de l'Agglo.

PROSPECTIVE DES COMPTES

SECTION FONCTIONNEMENT ET NIVEAUX D'EPARGNE

| | CA REELS | | | CA PREVISIONNELS | | | | | |
|---|------------------|----------|------------------|------------------|---------------------|---------------------|------------------|---------|------------------|
| | 2019 | | 2020 | 2020 | cap2021/ cap2020 | cap2021/ car2019 | 2021 | | 2022 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 4 095 751 | -5,33% | 3 877 389 | 4 105 771 | 3,15% | 3,40% | 4 235 000 | 1,83% | 4 312 460 |
| Charges à caractère général | 1 591 868 | -10,14% | 1 430 382 | 1 610 970 | -0,06% | 1,14% | 1 610 000 | 2,81% | 1 655 320 |
| Charges de personnel | 1 920 578 | -1,11% | 1 899 241 | 1 900 000 | 6,84% | 5,70% | 2 030 000 | 1,23% | 2 055 000 |
| Autres charges de gestion courante | 533 400 | -5,88% | 502 049 | 539 801 | 0,96% | 2,17% | 545 000 | 1,20% | 551 540 |
| Autres dépenses FPIC | 49 905 | -8,39% | 45 717 | 55 000 | -9,09% | 0,19% | 50 000 | 1,20% | 50 600 |
| Recettes réelles de fonctionnement | 5 437 340 | 0,06% | 5 440 538 | 5 285 699 | -1,12% | -3,87% | 5 226 756 | 0,07% | 5 230 672 |
| 013 Atténuations de charges | 40 348 | 80,31% | 72 752 | 37 000 | 0,00% | -8,30% | 37 000 | 0,00% | 37 000 |
| 70 Produits des services, du domaine ventes div | 222 902 | -29,99% | 156 062 | 225 577 | -2,03% | -0,85% | 221 000 | 1,20% | 223 652 |
| 73111 Taxes foncières -compens. T. d'habitation | 2 625 536 | 2,75% | 2 697 699 | 2 653 366 | 3,64% | 4,74% | 2 750 000 | 0,00% | 2 750 000 |
| 7318 autres IL et assimilés | 10 218 | -100,00% | 0 | 8 000 | -100,00% | -100,00% | 0 | 0 | 0 |
| 7321 Attribution de compensation attrib compens. Si sortie SIAH | 525 756 | 0,00% | 525 756 | 525 756 | 0,00% | 0,00% | 525 756 | -0,01% | 525 700 |
| 7381 Droits de mutation | 272 523 | 4,25% | 284 107 | 150 000 | 33,33% | -26,61% | 200 000 | 0,00% | 200 000 |
| Autres impôts et taxes (électricité, drts de place) | 128 131 | -5,61% | 120 948 | 130 000 | -15,38% | -14,15% | 110 000 | 1,20% | 111 320 |
| 7411 Dotation forfaitaire | 674 460 | -2,18% | 659 770 | 674 000 | -2,37% | -2,44% | 658 000 | 0,00% | 658 000 |
| 74121 Dotation solidarité rurale | 316 539 | 2,09% | 323 164 | 316 000 | 2,53% | 2,36% | 324 000 | 0,00% | 324 000 |
| 74127 Dotation nationale de péréquation | 30 827 | -10,00% | 27 744 | 30 000 | -10,00% | -12,41% | 27 000 | 0,00% | 27 000 |
| 74 Autres subv et particip | 60 265 | -6,07% | 56 607 | 36 000 | -33,33% | -60,18% | 24 000 | 0,00% | 24 000 |
| 74835 Etat compensation exonération TH CET | 111 846 | -4,41% | 106 912 | 100 000 | -100,00% | -100,00% | 0 | 0 | 0 |
| 75 Autres produits de gestion courante | 417 989 | -2,15% | 409 017 | 400 000 | -12,50% | -16,27% | 350 000 | 0,00% | 350 000 |
| EPARGNE DE GESTION | 1 341 589 | 16,51% | 1 563 149 | 1 179 928 | -15,95% | -26,08% | 991 756 | -7,42% | 918 212 |
| en % des RRF | 24,67% | 16,45% | 28,73% | 22,32% | -15,00% | -23,10% | 18,97% | -7,48% | 17,55% |
| Intérêts de la dette (cpte 6611) | 4 630 | -95,09% | 228 | 1 797 | -9,86% | -65,02% | 1 620 | 619,75% | 11 658 |
| Charges financières | | | 285 | | | | | | |
| produits financiers | 640 | -99,59% | 3 | | | | | | |
| Charges exceptionnelles | 1 794 | 360,79% | 8 267 | | | | | | |
| Produits exceptionnels | 8 966 | -87,69% | 1 104 | | | | | | |
| EPARGNE BRUTE CAF | 1 344 771 | 15,67% | 1 555 476 | 1 178 131 | -15,96% | -26,37% | 990 136 | -8,44% | 906 554 |
| en % des recettes de fonctionnement | 24,73% | | 28,59% | 22,29% | | -23,40% | 18,94% | | 17,33% |
| Remboursement du capital de la dette ancienne | 266 396 | -32,91% | 178 714 | 178 714 | -74,88% | -83,15% | 44 890 | 4,57% | 46 940 |
| Remboursement du capital dettes nouvelles | | | | | | | | | 62 063 |
| CESSIONS | 7 445 | 39,62% | 10 395 | | | | | | |
| PRODUITS sur exercices antérieurs | | | | | | | | | |
| AUTOFINANCEMENT Annuel | 1 085 820 | 27,75% | 1 387 157 | 999 417 | -5,42% | -12,95% | 945 246 | -15,63% | 797 551 |
| ss produits exception. s/Exercices antérieurs | 1 085 820 | -100,00% | | | | | | | |
| en % des RRF | 19,97% | 27,68% | 25,50% | 18,91% | -4,35% | -9,44% | 18,08% | -15,69% | 15,25% |

PROSPECTIVE DE LA SECTION FONCTIONNEMENT 2021 : COMMENTAIRE

Hypothèses de comparaisons retenues : prévisionnel 2020 et réel 2019

DEPENSES :

Les charges à caractère général sont proches du prévisionnel 2020 (-0,06 %) et en augmentation de 1,14 % par rapport à 2019

Prise en compte des dépenses d'eaux et électricité, entretien et assurances des nouveaux équipements :

balayeuse, nouveaux véhicules, tennis, vestiaires, école Champ Bouvier.

Les renégociations de divers contrats absorbent en partie les charges nouvelles liées aux nouveaux investissements

Les frais de personnel prennent en compte l'arrivée des nouveaux policiers,

le remplacement de l'agent technique parti dans le courant de l'année 2020,

le gel du point d'indice et le GVT soit : + 6,84 % du prévisionnel 2020 et + 5,7 % du réel 2019

réduction des dépenses

CHARGES A CARACTERE GENERAL

Baisse des postes : produits de traitement, nettoyage des locaux.

Des recherches d'économies sur la consommation d'énergie sont en cours

en poursuivant le remplacement des éclairages énergivores par des LED.

RECETTES :

Stabilité des recettes fiscales et de la DGF

RAPPEL :

L'enveloppe DGF devrait rester stable en 2021. L'ajustement se fera au sein de l'enveloppe globale (DF + DSR+DNP)

Les recettes fiscales également puisque la perte du produit de taxe d'habitation sera compensée par le produit

de la taxe sur le foncier bâti alloué, jusqu'à présent, au département et faire l'objet d'un ajustement par application d'un coefficient correcteur :

EPARGNE DE GESTION PREVISIONNELLE

Après une augmentation de 16,51 % en 2020, liée au confinement (par rapport à 2019), elle baisserait de 15,95 % en 2021 par rapport au prévisionnel 2020 et de 26,08 % par rapport au réel 2019

L'Épargne brute représenterait 18,94 % des RRF en 2021 et 17,33 % en 2022 - largement au dessus du seuil d'alerte de 10 %

L'écart au niveau de l'épargne nette serait de - 5,42 % du prévisionnel 2020 et 12,95 % au CA réel de 2019

Elle représenterait 18,08 % des RRF en 2021 au lieu de 18,91 % au prévisionnel 2020

PROSPECTIVE 2022

Elle prend en compte, au niveau des charges à caractère général :

- . les charges liées au nouveau bâtiment police + 20 000
- . la maintenance informatique liée au nouveau site et à l'application mobile + 6 000

Au niveau des charges de personnel :

Prise en compte des salaires des 3 policiers nouveaux sur une année complète

Elle prend en compte le remboursement d'un emprunt de 1000 000 € pour l'acquisition d'un Tènement en vue de la réalisation d'une salle des fêtes.

| PROSPECTIVE FONCTIONNEMENT 2023-2026 | | | | |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|
| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
| Dépenses réelles de fonctionnement | 4 300 000 | 4 300 000 | 4 300 000 | 4 300 000 |
| Recettes réelles de fonctionnement | 5 250 000 | 5 250 000 | 5 250 000 | 5 250 000 |
| EPARGNE DE GESTION | 950 000 | 950 000 | 950 000 | 950 000 |
| Intérêts de la dette (cpte 6611) | 1 500 | 1 500 | 1 500 | 1 500 |
| Intérêts de la dette (cpte 6611) | 46 897 | 46 270 | 43 130 | 39 958 |
| EPARGNE BRUTE CAF | 901 603 | 902 230 | 905 370 | 908 542 |
| en % des recettes de fonctionnement | 17,17% | 17,19% | 17,25% | 17,31% |
| Remboursement du capital de la dette | 45 000 | 45 000 | 45 000 | 45 000 |
| Remboursement du capital de la dette | 310 937 | 314 047 | 317 187 | 320 359 |
| AUTOFINANCEMENT Annuel | 545 666 | 543 184 | 543 184 | 543 184 |

La Prospective fonctionnement 2023-2026 prend en compte le remboursement d'un second emprunt de 4 000 000 € pour la réalisation de la salle des fêtes.

Et affiche une épargne brute, en pourcentage des recettes de fonctionnement, de 17,17 % à 17.31 % donc, bien au-dessus de 10 %, le seuil d'alerte.

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

| INVESTISSEMENTS en cours de réalisation | | | | |
|--|------------------|------------------|-----------------------|----------------|
| | 2020 | 2021 RAR | 2021 nouveaux crédits | 2022 |
| Immobilisations incorporelles | | | | |
| centre culturel | | 20 000 | | |
| logiciel police | | | 2 000 | |
| Terrains et agencements de terrains | | | | |
| terrain bâti MDS | | 480 000 | -30 000 | |
| allées cimetière | 12 418 | | | |
| Parc loisir blocs entrée | 119 648 | 69 900 | | |
| Terrain football | 33 762 | | | |
| espace rencontre | | 90 000 | 7 000,00 | |
| Hôtel de ville | | | | |
| am. Salles 1er Mairie | 37 220 | 13 500 | | |
| Bâtiments scolaires divers | | | | |
| école Merlin | 7 209 | 21 100 | 160 000 | |
| autres bâtiments publics | | | | |
| Chaufferies | 5 412 | 1 900 | | |
| médiathèque | | 15 000 | | |
| bâtiments divers | 17 425 | 27 700 | | |
| cure | | 30 000 | | |
| aire loisirs blocs sanitaires | | | 50 000 | |
| bureaux police municipale | | 120 000 | 80 000 | |
| Immeuble de rapport | 11 096 | 456 400 | -150 000 | 450 000 |
| Agencements, aménagements | | | | |
| video-protection | 133 670 | | 200 000 | |
| Réseaux de voirie | | | | |
| parterre église | | 120 000 | 140 000 | |
| entrée école parking | 1 152 240 | 34 000 | | |
| voirie -liaison Surchamp | 127 897 | 38 000 | | |
| travaux divers voirie | 40 653 | 23 000 | 500 000 | |
| Installations de voirie | 4 422 | 6 650 | | |
| Matériel incendie et défense civile | 10 185 | 6 400 | | |
| Matériel roulant - voirie | 22 223 | | | |
| Matériel roulant - véhicule police | | 30 000 | | |
| Autres matériels de voirie | | | | |
| tractopelle | | 79 000 | | |
| Autres installations - matériels techniques | | | | |
| éclairage publ. École | 79 995 | 5 000 | | |
| pr. Écl. Publ. | 3 636 | 106 100 | | |
| am halte fluviale | 11 343 | 28 000 | | |
| Matériels de bureau et informatique | 2 172 | 27 000 | 23 000 | |
| Mobilier | | | | |
| mobilier 1er étage M | 3 571 | 8 000 | | |
| mobilier chp Bouvier | 17 110 | | | |
| mob. Scolaire 2020-2019 | 3 824 | 3 100 | 7 000 | |
| autres immobilisations Corporelles divers | 113 947 | 22 650 | | |
| matériel police (3000+26000) | | 3 000 | 26 000 | |
| couvertine parc | | 74 000 | | |
| Travaux en Cours | | | | |
| Ecole CH BOUVIER | 240 145 | 52 000 | | |
| tennis | 21 661 | | | |
| Sous totaux | 2 232 884 | 2 011 400 | 1 015 000 | 450 000 |
| | | 3 026 400 | | |

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

NOUVEAUX PROJETS 2022-2026

| | | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | REPORTS T01 | 3 026 400 | 450 000 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| récurrent | | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 |
| budget participatif | | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| | | | | | | | |
| Immobilisations incorpor logiciels mairie | | 2000 | 20 000 | 20 000 | | | |
| aire covoiturage | | 250 000 | | | | | |
| étang | | | | 400 000 | | | |
| renovation cours 3 écoles | | | 50 000 | 50 000 | 50 000 | | |
| acq. Foncier pour salle des fêtes | | | 1 000 000 | | | | |
| parc à chien | | | 10 000 | | | | |
| galerie Marmont | | 55 000 | | | | | |
| peintures de l'église | | | | | 600 000 | 600 000 | |
| salle catéchisme | | | 50 000 | | | | |
| centre culturel (1200 000) | | 300 000 | 500 000 | 400 000 | | | |
| salle fêtes | | | | 3 000 000 | 1 000 000 | | |
| tribunes | | | 100 000 | | | | |
| salle multisports | | | | | | 500 000 | 500 000 |
| voirie | | | 300 000 | 500 000 | 500 000 | 300 000 | 300 000 |
| aménagement parking salle gym et danse | | | | | 80 000 | | |
| sécurité piétons (personnage) | | 5 000 | | | | | |
| enfouissement containers | | | 50 000 | 50 000 | | | |
| trottoirs rue de la liberté | | | | 200 000 | | | |
| site internet | | 20000 | | | | | |
| mise réseaux écoles (33000) | | 40 000 | | | | | |
| | | | | | | | |
| cœur de ville (agglo) | | | | | | | |
| pistes cyclables (agglo) | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | 3 898 400 | 2 730 000 | 4 820 000 | 2 430 000 | 1 600 000 | 1 000 000 |

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

SECTION D'INVESTISSEMENT

| | CA REEL | CAPREVISIONNELS | PREVISIONNELS | | | | | | totalux 2021-2 | |
|---|------------------|------------------|---------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|----------------|------------|
| | 2019 | 2020 | 2020 | 2 021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | | 2026 |
| Les dépenses d'investissement (hors capital) | 3 569 610 | 2 487 300 | 2 264 577 | 3 898 400 | 2 730 000 | 4 820 000 | 2 430 000 | 1 600 000 | 1 000 000 | 16 478 400 |
| immob corporelles | | | 2 232 882 | 3 898 400 | 2 730 000 | 4 820 000 | 2 430 000 | 1 600 000 | 1 000 000 | 16 478 400 |
| 276351 GFP de rattachement sub commerces | | | 4 226 | | | | | | | |
| 204 GFP aides commerces | | | 27 469 | | | | | | | |

| | CA réel 2019 | 2020 prévisionne | 2020 | 2 021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|---|-------------------|-------------------|------------|------------|------------|------------|-----------|----------|----------|
| Les recettes d'investissement (hors emprunt) | 870 653 | 1 116 299 | 471 444 | 1 517 894 | 1 119 371 | 777 911 | 1 440 273 | 737 517 | 519 464 |
| subventions année en cours | | | | 162 000 | | | | | |
| SUBVENTIONS INVESTISSEMENTS | 395 163 | 452 952 | 343 624 | 109 265 | 441 792 | 315 900 | 561 600 | 250 900 | 169 000 |
| subv 2020 rar | | | | 222 000 | | | | | |
| AUTRES (taxe aménagement) | 18 740 | 35 000 | 69 473 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 |
| TLE SEMCODA | | | | | | | | | |
| FCTVA n-1 | 398 403 | 570 000 | | 366 282 | 589 232 | 374 011 | 790 673 | 398 617 | 262 464 |
| FCTVA n-2 | | | | 570 000 | | | | | |
| fds de concours aggro/AC investissement | 58 347 | 58 347 | 58 347 | 58 347 | 58 347 | 58 000 | 58 000 | 58 000 | 58 000 |
| BESOIN/DEGAGEMENT DE FINANCEMENT | -2 698 957 | -1 371 001 | -1 793 133 | -2 380 506 | -1 610 629 | -4 042 089 | -989 727 | -862 483 | -480 536 |
| RAPPEL AUTOFINANCEMENT | 1 085 820 | 999 417 | 1 387 157 | 945 246 | 797 551 | 545 666 | 543 184 | 543 184 | 543 184 |
| RAPPEL R002 | | | | | | | | | |
| EMPRUNTS | | | | | 1 000 000 | 4 000 000 | | | |
| Résultat de l'exercice au 31/12/N | -1 613 137 | -371 585 | -405 975 | -1 435 260 | 186 921 | 503 577 | -446 544 | -319 299 | 62 648 |
| régularisation ICNE du CES | | | | | | | | | |
| résultat exercice N-1 reporté N | 4 057 239 | 2 444 102 | 2 444 102 | 2 038 127 | 602 866 | 789 788 | 1 293 365 | 846 821 | 527 522 |
| RESULTAT CUMULE AU 31/12/N FDR | 2 444 102 | 2 072 517 | 2 038 127 | 602 866 | 789 788 | 1 293 365 | 846 821 | 527 522 | 590 170 |
| Encours de dette au 31/12/N | 424 604 | 245 889 | | | | | | | |
| en cours de dette par habitant | 65 | 38 | | | | | | | |

La situation au 31 décembre 2021 fait apparaître un fonds de roulement disponible de 602 866 €.

Des restes à réaliser recettes de 222 000 € au titre des subventions sur investissements 2020

Un FCTVA au titre des investissements 2019 de 570 000 € qui aurait dû être perçu en 2020

Les autres recettes d'investissement sont évaluées avec prudence à 88 347 € (58 347 + 30 000).
Ainsi la prévision d'investissements sur la période 2021-2026 est de 16 M€ TTC

La prospective d'investissements prend en compte 2 emprunts, l'un de 1 000 000 € en 2022 et un deuxième emprunt de 4 000 000 € en 2023, le premier pour l'acquisition d'un tènement et le deuxième pour la construction de la salle des fêtes.

Prévision d'emprunts sur 15 ans - taux 1 % - annuités constantes.

SUIVI PREVISIONNEL DES EMPRUNTS

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 |
|--------------------------------|----------------|------------------|------------------|------------------|
| ANCIEN EMPRUNT CAPITAL RESTANT | 245 890 | 201 000 | 154 060 | 109 060 |
| NOUVEL EMPRUNT 2022 | | 1 000 000 | 937 937 | 875 253 |
| NOUVEL EMPRUNT 2023 | | | 4 000 000 | 3 751 747 |
| TOTAUX | 245 890 | 1 201 000 | 5 091 997 | 4 736 060 |
| REMBOURSEMENTS CAPITAL | 44 890 | 46 940 | 45 000 | |
| REMBOURSEMENTS CAPITAL | | 62 063 | 62 684 | |
| REMBOURSEMENTS CAPITAL | | | 248 253 | |
| TOTAUX | 44 890 | 109 003 | 355 937 | |

| | | | | |
|-------------------------|---------|---------|---------|--|
| RAPPEL EPARGNE BRUTE | 990 136 | 906 554 | 901 603 | |
| RATIOS DE DESENETTEMENT | 0,25 | 1,32 | 5,65 | |

soit : 3 MOIS EN 2021
1 AN ET 4 MOIS EN 2022
ET 5 ANS ET 8 MOIS EN 2023

Le ratio de désendettement maximum calculé dans cette prospective est bien en dessous du seuil critique de 12 ans retenu pour le bloc communal ainsi que du seuil de vigilance qui lui, est de 10 ans.

Mme Allain Monnier est applaudie et M le Maire la remercie pour son brillant exposé.

Mme Roux demande un détail sur la ligne sécurité piéton pour un crédit de 5000 €. Cette somme n'est pas celle estimée au départ, car si l'on faisait les 3 écoles c'était 20 000 € cette somme a-t-elle été répartie dans d'autres postes.

M le Maire indique que pour 2021 on peut envisager 5000 € en faisant ensuite des réajustements sur d'autres lignes budgétaires. Ce n'est qu'un prévisionnel. Mais c'est noté, ce qui est nécessaire sera fait.

Mme Segura pose sa question écrite :

« Concernant ce rapport, j'ai quelques remarques à faire : la première, on note une diminution des dépenses qui sont liées à la crise sanitaire et cette situation devrait perdurer sur les premiers mois de l'année 2021. On note aussi que les intérêts de la dette s'amenuisent de façon naturelle et qu'il y a aussi une diminution des dépenses de ce côté-là. Cet argent, loin de moi l'idée d'être une dépensière, mais j'aurais aimé que l'on puisse se créer une ligne budgétaire pour un éventuel soutien aux associations de Jassans parce que la rentrée 2021 s'annonce terrible. Sans rentrer dans les détails, entre les adhérents qui ne reviendront pas à cause de problèmes financiers, les adolescents qui ne reviendront pas parce qu'ils ont arrêté le sport pour faire de la Play station ou du téléphone et les gens qui ont tout simplement peur, je pense que la rentrée 2021 va être très compliquée pour les associations. Il ne s'agit pas d'assistantat, ni de pleurer misère, c'est simplement de prévoir peut-être un petit fond pour venir assister si besoin par la mise en place d'une campagne publicitaire par voie de radio, par affichage sur les bus, par affiches chez les commerçants, il y a plusieurs pistes qui pourraient être élaborées comme ça. On n'en n'aura pas forcément besoin, mais je pense que c'est à prévoir et ce serait bien de le prévoir car je suis plongée dedans au quotidien dans l'association en période de crise et si on avait les ressources humaines, l'énergie et les ressources de trésorerie pour supporter ça en 2020, là ça commence à devenir très compliqué. »

M le Maire répond que la remarque est tout à fait judicieuse, nous sommes conscients des difficultés rencontrées par toutes ces associations et celles qu'elles vont avoir lors de la prochaine rentrée d'automne. Nous aviserons, nous sommes à l'écoute absolument dans le cadre d'une aide sous différentes formes à étudier aux différentes associations qui pourraient être prises en compte au niveau de la ligne que nous avons créée pour le budget participatif. Ce n'est pas tout à fait cela mais ça peut s'intégrer dans cette ligne, mais il sera toujours possible de ponctionner une autre ligne budgétaire. Cette ligne de budget participatif est de 50 000 €, il y a quand même de quoi faire.

Mme Segura indique que les associations sont nombreuses sur Jassans.

M le Maire répond qu'il est à l'écoute et on ne va pas laisser périliter des associations qui sont pour notre commune un grand plus, nous serons à l'écoute et nous ferons en sorte d'aider toutes ces associations en difficultés.

Mme Segura parle de ce qu'elle connaît étant présidente de la gymnastique, pour le moment ils ont encore la tête hors de l'eau mais pour faire revenir les gens dans les salles de sports cela risque d'être difficile.

M Favier indique qu'à ce sujet, les élus travaillent ardemment sur un projet de communication pour faire revenir les gens, cela va être présenté au conseil, pour venir en aide à toutes les associations au nombre de 52 à 56 quelques-unes sont en sommeil. Ce sont 4000 licenciés sur Jassans, c'est énorme. Un recensement a été fait et un projet va être présenté au conseil très rapidement.

Mme Segura répond que c'est une bonne nouvelle.

M Joly ajoute que sur l'aide demandée pour la communication, dans le cadre de la refonte du site internet et de la mise en place de l'application mobile, un gros travail va être mené en collaboration avec Mrs Favier, Paltrinieri et Phulpin qui gèrent à différents niveaux les associations Jassanaises, afin de les mettre en valeur.

Mme Segura remarque : « concernant les projets d'investissement, il y a une ligne de voirie avec 300000 €, 500000€, et je me pose la question de savoir si ces crédits sont suffisants compte tenu de l'état très dégradé de notre voirie, quand on voit que la réfection des trottoirs de la rue de la Liberté coûte déjà uniquement 200000 €. Que peut-on faire avec 300000 € sur une année, 500000 € sur une autre, ainsi de suite, cela représente des sommes importantes mais pour de la voirie c'est très peu.

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

M le Maire répond qu'il en est conscient, mais pour 2021, 500000 € ont été inscrits, ce n'est quand même pas une petite somme. Nos budgets ne nous permettent pas d'investir des sommes supérieures pour l'instant, il faut veiller à respecter un équilibre.

Mme Allain Monnier réplique qu'il vaut mieux en faire un peu tous les ans, mais sûrement.

M le Maire ajoute qu'il est bien conscient de cet état déplorable de la voirie comme dans toutes les communes, ne serait-ce par exemple que la rue de Gléteins, la rue Surchamp entre l'HLM2 et l'HLM3, la rue du Cinier, la départementale qui va jusqu'à St Didier qui est en très mauvais état. Il y a des urgences, mais il va falloir choisir.

M Zwisler indique qu'un programme important va être lancé. Il sera prochainement présenté au conseil.

M le Maire termine en disant qu'il avait déjà fait la remarque à Mme Allain Monnier par rapport à la somme de 300000 € et qu'il a demandé qu'en 2023, ce soit plutôt 500000 € que 300000 €.

M Zwisler ajoute qu'il a contacté tout récemment la Direction Départementale du Territoire pour leur demander quel était le devenir de la D 933 et de la D 904. Ils lui ont répondu que la réfection serait faite l'année prochaine.

M le Maire en a discuté avec les conseillers départementaux et pense qu'il ne faut pas se faire trop d'illusions.

Mme Segura continue dans ses remarques : « les peintures de l'église ne sont inscrites qu'à partir de 2024, l'obtention de subventions éventuelles est extrêmement longue, les dossiers sont très compliqués, en s'y prenant aussi tard, il n'est pas gagné que cela fonctionne. Pourquoi ne pas l'envisager plus tôt pour être sûr d'avoir, d'ici la fin de votre mandat, l'acceptation d'une subvention. »

M le Maire indique que la remarque est judicieuse. Ce sera un investissement considérable. Nous avons déjà en notre possession tout un dossier sur les peintures de l'église qui avait été fait lors de la mandature de Jacqueline Fournet qui peut déjà bien nous avancer, mais inscrire une ligne budgétaire avant 2024, cela va être bien difficile.

Mme Segura dit que ça n'empêche pas de lancer le dossier.

M le Maire répond que c'est bien son intention.

Mme Segura termine avec une question sur le Cœur de ville et les pistes cyclables qui a priori sont chapeautées par l'Agglo et demande si ce projet peut être évoqué, ainsi que le rôle de l'Agglo dans ce projet.

M le Maire donne la parole à M Phulpin, adjoint en charge des relations avec l'Agglo.

« Le Président de l'Agglomération lors du dernier conseil communautaire a présenté les orientations générales du plan de mandat sur les 6 prochaines années en reprenant les thématiques et les compétences de l'Agglomération, donc un plan ambitieux qui a des effets directs sur notre commune et c'est heureux puisque nous voulons trouver notre juste place au sein de l'Agglo, et c'est pris de plus en plus en considération.

Pour répondre à cette question, c'est une orientation très forte de l'Agglomération qui a prévu de définir et de mettre en œuvre dans le mandat, un plan « vélo » avec des nouveaux schémas de mise en œuvre : soutien de projets communautaires en direction des communes, pistes cyclables en sites propres, plans de stationnements etc... Ce qui a été demandé aux communes de manière très précise, c'est de réfléchir sur les priorités qui seraient les nôtres en matière de mise en œuvre de lignes ou de sites de voies cyclables et de pouvoir effectivement les présenter avant la fin de l'année à l'Agglomération. Il y aura une discussion au niveau de l'Agglo prenant en compte les directives et les

orientations des communes en la matière. Pour nous à Jassans, c'est quelque chose de très important il est certain qu'il faut aller dans cette direction de mise en place des modes doux, il ne faut pas oublier que Jassans est une ville contrainte en la matière puisque la liaison avec la ville de Villefranche se fait avec 2 ponts, il faudra aussi travailler dans ce sens-là et prendre l'habitude par la suite lors des projets techniques, lorsque les travaux de rénovation de voirie seront faits, de penser si cela est possible, de mettre en place en même temps une voie cyclable. Avant la fin de l'année, il sera proposé à l'Agglomération un certain nombre d'orientations et de propositions de voies cyclables.

Mme Segura demande si ces orientations seront abordées par le comité consultatif concerné.

M Phulpin, répond que c'est une compétence agglomération, il y aura un partenariat financier vis-à-vis des communes. Il est évident que lorsqu'il y aura des comités consultatifs, rien n'empêche d'en discuter au sein de ces comités consultatifs lorsque le dossier sera prêt.

M Phulpin répond à la deuxième question au niveau du cœur de ville : « c'est une prestation intellectuelle, ce sont deux projets différents, la piste cyclable c'est lorsqu'il est mis en place une voirie, il faut penser à l'accompagner d'un tracé de piste cyclable. Le cœur de ville c'est différent, l'idée est la suivante : dans la logique des compétences de l'Agglo, notamment de l'urbanisme, l'aménagement ou les modes doux, la commune de Jassans a sollicité l'Agglo, pour un partenariat pour lancer un concours d'idées pour l'aménagement de l'hyper centre de Jassans. Il s'agira de faire appel à 3 cabinets d'architectes et d'urbanistes pour penser et réfléchir à l'aménagement futur de l'hyper centre de Jassans. Ce sont des projets qui ont cours de plus en plus dans les communes qui commencent à réfléchir sur ce que sera leur commune d'ici 20 à 25 ans. Le secteur considéré sera l'hyper centre, le périmètre n'a pas encore été totalement arrêté, mais on peut penser que ce pourrait être un rectangle qui engloberait la rue du Beaujolais, l'avenue de la Dombes, la rue des sports, l'allée des peupliers, la rue de Beurivage.

Les attentes de la commune seraient les suivantes :

- Des propositions sur le long terme et le moyen terme de requalification de ce secteur prenant en compte un certain nombre de traitements comme celui des espaces publics, la création d'espaces végétalisés, une étude de circulation, la prise en compte d'objectifs environnementaux, modes doux etc...

Un diagnostic serait fait par ce bureau d'études avant de proposer des solutions et des propositions. Le projet retenu pourrait être présenté et exposé aux Jassanais.

C'est une prestation intellectuelle qui vise à réfléchir sur le devenir d'un périmètre précis et de dire en réfléchissant tous ensemble, le devenir de cet espace public avec des tranches évolutives de travaux si besoin était. Ce travail pourrait être fait en collaboration avec l'Agglo en fonction de ses compétences et avec un concours financier qui serait sollicité auprès de notre Agglomération.

M le Maire rappelle au conseil que lors d'un précédent conseil, il avait été envisagé la réhabilitation du toit de la salle annexe de la cure qui sert de salle de catéchisme ; quand la réfection de la toiture de la cure a été faite, le problème avait été abordé avec le charpentier mais celui-ci avait répondu qu'il ne fallait pas y toucher car ce toit est fait de plaques de fibrociment avec de l'amiante. Donc pour la réfection de cette salle, il faudra envisager la réfection totale par une entreprise spécialisée au traitement de l'amiante et le remplacement par une nouvelle toiture avec 3 fermes et un toit traditionnel, c'est pourquoi nous inscrivons une ligne budgétaire de 50 000 €.

Le conseil, à l'unanimité,

- **DONNE ACTE** de la tenue du débat des orientations budgétaires pour l'année 2021, pour le budget de la Commune, de la présentation du rapport d'orientation budgétaires (R.O.B) pour 2021.

2021.03.02 LOYERS COMMUNAUX

M le Maire informe le Conseil Municipal qu'il y a lieu d'augmenter les loyers communaux, selon l'indice de référence des loyers, soit + **0,20 %** pour le quatrième trimestre 2020. Les loyers sont donc fixés à compter du **1^{er} avril 2021**.

M le Maire indique que M Andreo a fait une remarque qui est la suivante : « tous les loyers ont une augmentation de 0,20 %, sauf le presbytère en baisse, pour qu'elle raison ?

M le Maire ne comprend pas la raison de cette remarque puisque l'application a bien été affectée au loyer du presbytère comme à tous les autres loyers.

M Andreo demande aussi à connaître les surfaces des appartements communaux.

M le Maire indique qu'en gros dans le bâtiment du TA, ils font 80 m², mais il y en a beaucoup d'autres, une liste des appartements lui a été fournie avec le type de logements cela devrait suffire.

Le conseil, à l'unanimité :

- FIXE les nouveaux tarifs des loyers communaux à compter du 1er avril 2021.

2021.03.03 ADMISSION EN NON-VALEUR

Pour donner suite à la demande de Mme la comptable publique, il faut admettre en non-valeur la créance de l'EURL JADE pour 6000€.

Cette société devait régler, par titre émis le 27/06/2013, trois droits de branchements assainissement à 2 000€ soit 6 000€ en tout.

Le comptable public a engagé la procédure habituelle de recouvrement, le tribunal de commerce de Lyon a prononcé le 22/09/2020 la clôture pour insuffisance d'actifs de l'EURL JADE.

De ce fait la créance est définitivement irrécouvrable.

Le conseil doit admettre en non-valeur cette somme au compte 6542 créances éteintes, les crédits seront inscrits en dépenses de fonctionnement au budget primitif 2021.

Le conseil, à l'unanimité,

- DECIDE d'admettre en non-valeur le titre énoncé ci-dessus pour un montant total de 6 000€ ;
- DECIDE d'établir un mandat au compte « 6542 créances éteintes » dans le budget de la commune 2021.

2021.03.04 CREATION DE LA COMMISSION COMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITE AUX PERSONNES HANDICAPEES (CCAPH)

La loi n°2009-255 du 12 mai 2009 rend obligatoire la création de la Commission Communale pour l'Accessibilité des Personnes Handicapées (CCAPH) dans les communes de plus de 5 000 habitants.

Il s'agit de désigner les représentants au sein du conseil municipal, 8 élus pour la majorité, 3 élus pour les groupes minoritaires. Ensuite, une annonce paraîtra sur le site, dans la presse, et sur le panneau lumineux pour faire appel aux personnes extérieures, celles-ci seront nommées par arrêté du Maire.

M le Maire propose M Zwisler, Mme Carano, Mme Reix, Mme Rampon, Mme Simon, Mme Roux, Mme Pawlowski, M Laumain. Pour l'opposition : Mme Segura, M Colombier.

En ce qui concerne M Andreo, il n'a pas donné de réponse, nous le consulterons donc à nouveau et s'il ne répond pas nous nommerons M Ozenfant.

LA CCAPH accueillera ensuite 5 personnes de la société civile pour lesquelles une annonce paraîtra sur le site.

Le conseil, à l'unanimité,

- APPROUVE la création de la Commission Communale pour l'Accessibilité aux Personnes Handicapées, et la désignation des membres élus comme cités ci-dessus ;
- CHARGE le maire de désigner par arrêté les membres des collèges « représentants d'institution et /ou d'associations de personnes en situation de handicap et ou à mobilité réduite, et d'habitants volontaires ».

INFORMATIONS DIVERSES

Décisions du maire :

D2021.02.04 : M le Maire a décidé de signer la convention avec l'Education Nationale pour l'intervention dans les écoles élémentaires de la commune :

Groupe scolaire de la mairie et Champ-Bouvier d'un intervenant en anglais M DECOURTY Baptiste Statut auto-entrepreneur qui interviendra à compter du 08 mars jusqu'au 25 juin 2021 pour 6h de cours à la mairie et 3 heures de cours à Champ-Bouvier et 30 mn de préparation soit 9 heures 30 mn par semaine, au tarif de 28€ de l'heure, soit 266 € par semaine pendant 14 semaines = 3 724€ au total.

D2021.03.05 : M le Maire a décidé de signer une convention avec le Centre de Gestion de l'Ain (CDG 01) de Péronnas (01) pour une mission d'assistance juridique, en vue de réaliser une mission temporaire d'assistance dans le cadre de la passation de l'accord-cadre pluriannuel relatif à la maintenance des installations de chauffage, production d'eau chaude sanitaire et ventilation des bâtiments de la commune. Le coût de la mission s'élève à 2 500€ TTC pour la totalité de la mission qui débutera à partir du 04 mars 2021.

QUESTIONS DIVERSES

Réponses aux questions écrites des conseillers de l'opposition :

M ANDREO :

M le Maire répond à ses questions, mais il ajoute que c'est la dernière fois qu'il répondra à une question écrite, si elle n'est pas renouvelée oralement au conseil 48h après la question écrite.

Question : « concernant le PV de la séance du conseil municipal du 3 février 2021, sur la question des personnes autorisées à visionner les images des caméras piétons, vous indiquez le chef de service et son adjoint, pas les autres policiers ? en cas d'absence, pas d'élus ? avec bien entendu une autorisation et une déclaration. Vous indiquez également que la gendarmerie peut visionner sur réquisition du Maire, dans quel cadre ? il existe deux sortes de réquisitions, les réquisitions administratives et les réquisitions judiciaires, procureur, juge, magistrat »

Réponse : « Il est bien évident que l'on est au courant de tout cela, M Andreo a peut-être envie d'étaler sa science ; une dernière réponse lui est faite, elle l'avait déjà été par Mme Reix, mais je lui donne la réponse officielle : destinataire des données : peuvent accéder aux données dans la limite de leurs attributions respectives, et leur besoin d'en connaître, le responsable du service de la police municipale, les agents de police municipale individuellement désignés et habilités par le responsable du service, les officiers et agents de police judiciaire de la police nationale et de la gendarmerie nationale, les agents des services d'inspection générale de l'Etat, le Maire et le Président d'Etablissement public de coopération intercommunale en qualité d'autorité disciplinaire ainsi que les membres des instances disciplinaires et les agents en charge de l'instruction des dossiers présentés à ces instances, les agents chargés de la formation des personnels.

Parmi les agents de police municipale individuellement désignés et habilités par le responsable du service, seules ces mêmes personnes peuvent procéder à l'extraction des données pour les besoins exclusifs d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire ou dans le cadre d'une action de formation des agents et peuvent être destinataires de tout ou partie des données, dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire ou dans le cadre d'une action de formation des agents. »

Question : « acquisition d'un pistolet à impulsion électrique : concernant le seul taser que vous achetez pour la police pourquoi un seul ? pour une équipe de 4 policiers c'est un peu juste. Taser est une marque, la vraie appellation est pistolet à impulsion électrique (M le Maire indique qu'il est bien au courant de tout cela) c'est une arme, certes, non létale, mais à utiliser dans les mêmes conditions que les Glocks (formation, habilitation, conditions légales d'utilisation) concernant le pistolet à impulsion électrique, je vous demande de retranscrire les renseignements comme je vous les ai envoyés et non pas comme cités par Mme Reix. »

Réponse : « la réponse est pourtant claire à ce jour, il n'y a qu'un seul agent habilité à porter le pistolet à impulsion électrique et qui a suivi la formation préalable à l'armement. Un deuxième agent est en cours de formation pour être porteur. Un seul pistolet électrique à impulsion car, seul un agent est déjà habilité à porter l'arme.

Dès que les agents seront tous formés au port de l'arme, nous soumettrons un nouvel achat de pistolet à impulsion électrique, car toujours dans le même principe, nous ne pouvons pas disposer de plus d'armes que d'agents habilités.

Troisième Question : déjà traitée plus haut sur le loyer du Presbytère, M Andreo a mal vu les chiffres puisque l'augmentation a été appliquée.

Mme Roux pose une question : « concernant le comité du Handicap, je pense que soit Mme Carano soit Mme Simon ont connaissance des personnes de Jassans atteintes de handicap, et ce serait judicieux de leur proposer en amont s'ils veulent faire partie de ce comité »

M le Maire pense qu'effectivement cette remarque est judicieuse, mais il y a obligation de lancer un appel public.

M le Maire donne la parole à M Phulpin afin qu'il donne connaissance au conseil municipal du rapport d'activités de la médiathèque 2020. Il indique en préambule que ce très bel établissement a été sinistré au même titre que les équipements sportifs ou culturels malheureusement en 2020.

Chiffres de l'année 2020 :

- Inscrits (Jassans et autres communes) : **894 au lieu de 872 en 2019**
- Emprunteurs : **3547 au lieu de 8611 en 2019**
- Sorties documents écrits (livres et revues) : **14756**
- Sorties documents multimédia (CD et DVD) : **1253**

Total des recettes : **1631.40€**

L'équipe des bénévoles travaille ardemment et a assuré un total de 813 heures contre 2036 en 2019. 2021 sera normalement l'occasion de fêter les 10 ans de la médiathèque. L'inauguration est prévue le 5 juin prochain et plusieurs manifestations sont prévues pour ce programme d'anniversaire. La Municipalité souhaite mettre en exergue cette grande dame qu'était Simone Veil. Les moins de 15 ans ont une mémoire défaillante ou connaissent très mal pour la plupart cette personne, ce sera l'occasion de rappeler son parcours de vie. Un spectacle « adultes » notamment sera proposé au centre culturel qui concernera Simone Veil et des femmes illustres, spectacle financé en partie par la direction de la lecture publique de l'Ain. Une toile en graffiti sera réalisée avec les ados du centre social, cette toile sera apposée dans les locaux de la médiathèque. Un projet d'ateliers d'écriture sera engagé en partenariat avec les écoles élémentaires ; tout un parcours pédagogique sera fait autour de ce sujet. Toutes ces manifestations auront lieu du 1^{er} au 12 juin 2021.

COMMUNE DE JASSANS RIOTTIER 01480

M le Maire rappelle que les élections régionales et départementales auront lieu les dimanche 13 et 20 juin 2021. Cette double élection demandera une forte mobilisation des élus pour tenir les bureaux de vote.

Le prochain conseil aura lieu (budget) le mercredi 7 avril à 18h à la salle des fêtes.

La séance est levée à 19h35.

Jassans-Riottier, le 12 mars 2021

Jean Pierre REVERCHON
Maire

